



# Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale  
3 février 2022  
Français  
Original : anglais

Assemblée générale  
Soixante-seizième session  
Point 32 de l'ordre du jour  
**Rapport de la Commission de consolidation  
de la paix**

Conseil de sécurité  
Soixante-dix-septième année

## Rapport de la Commission de consolidation de la paix sur les travaux de sa quinzième session

### I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions [60/180](#) de l'Assemblée générale et [1645 \(2005\)](#) du Conseil de sécurité, dans lesquelles la Commission de consolidation de la paix est priée de présenter tous les ans à l'Assemblée un rapport que celle-ci examine à l'occasion d'un débat annuel. Aux termes de la résolution [1646 \(2005\)](#), ce rapport doit également être présenté au Conseil, qui y consacre lui aussi un débat annuel. Le présent rapport porte sur les travaux de la quinzième session de la Commission, qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021.

2. Le présent rapport a en outre été établi en application de résolutions identiques concernant l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies (résolutions [70/262](#) et [75/201](#) de l'Assemblée générale, et [2282 \(2016\)](#) et [2558 \(2020\)](#) du Conseil de sécurité), par lesquelles l'Assemblée et le Conseil ont engagé la Commission à envisager la possibilité de diversifier ses méthodes de travail pour accroître l'efficacité et la souplesse de son action au service de la consolidation et de la pérennisation de la paix, et à continuer de renforcer ses fonctions de conseil, de liaison et de rapprochement pour soutenir les priorités définies et les efforts dirigés par les autorités nationales. À cet égard, le présent rapport reflète, par sa structure et son contenu, le travail accompli par la Commission de consolidation de la paix pour appliquer les recommandations figurant dans les résolutions sur la consolidation et la pérennisation de la paix et pour prendre les mesures prioritaires qu'elle avait définies dans son rapport sur les travaux de sa quatorzième session.

### II. Travaux de la Commission de consolidation de la paix

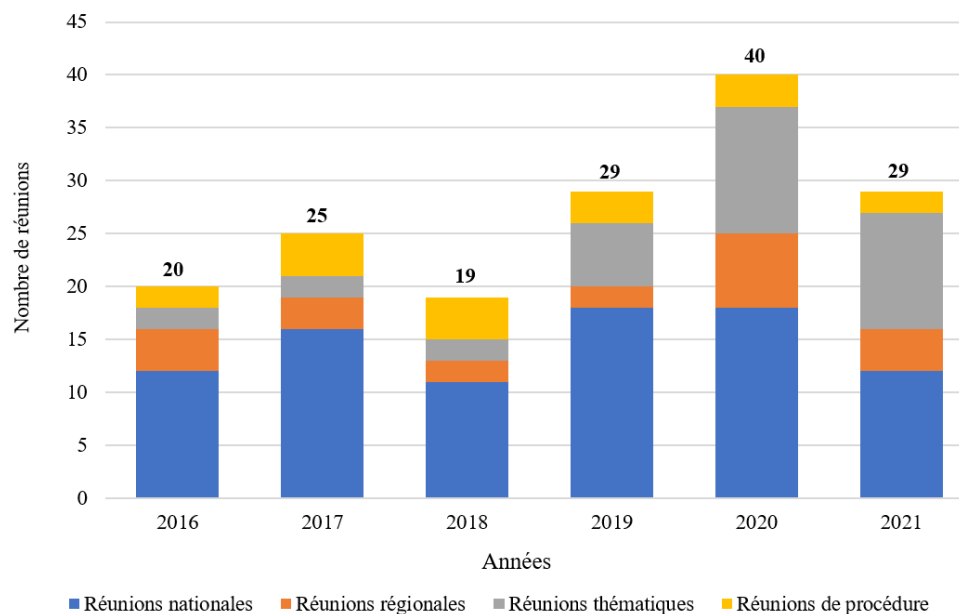
3. La Commission a tenu un total de 29 réunions (27 réunions nationales, régionales ou thématiques, et 2 réunions de procédure) au cours de sa quinzième session. Ce nombre est conforme à la tendance globale d'un renforcement des



échanges voulu par la Commission depuis sa première réunion en 2006, et particulièrement depuis 2016, comme le montre la figure I. En raison des restrictions persistantes liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la majorité des réunions de la Commission en 2021 se sont tenues en visioconférence.

Figure I

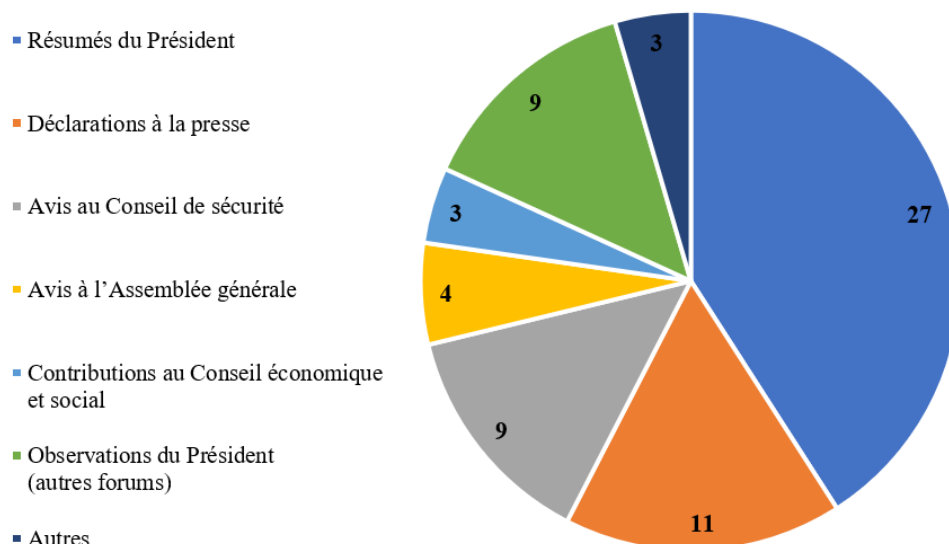
**Nombre de réunions de la Commission de consolidation de la paix depuis 2016**



4. Bien que le nombre de réunions de la Commission ait diminué en 2021 par rapport à 2020, la Commission a produit 66 documents finaux (voir fig. II), soit une augmentation par rapport à l'année précédente. Cela est dû en grande partie au nombre d'observations et de déclarations que son président a été invité à faire dans des forums non onusiens, qui est passé de zéro en 2020 à neuf en 2021.

Figure II

**Documents finaux de la Commission de consolidation de la paix en 2021**

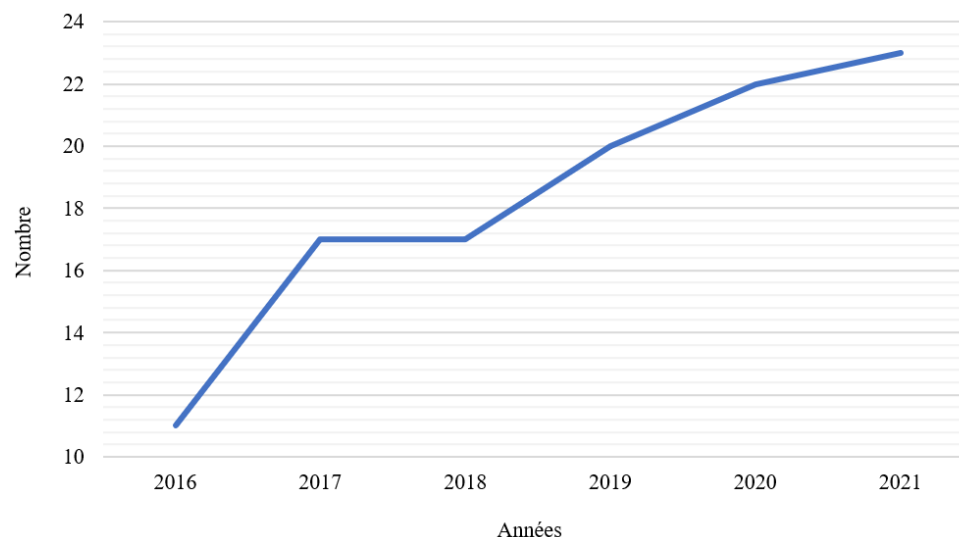


## A. Collaborations avec des pays et des régions

5. En 2021, la Commission a fourni une aide dans 13 contextes propres à un pays ou à une région, notamment en organisant pour la première fois des réunions consacrées au golfe de Guinée. Avec cet ajout, la Commission a collaboré avec 23 pays et régions différents depuis sa création (voir fig. III).

Figure III

**Nombre de pays et de régions ayant collaboré avec la Commission de consolidation de la paix depuis 2016**



6. La Commission a cherché à soutenir les priorités du Burkina Faso en matière de consolidation de la paix, en mettant l'accent sur le processus de réconciliation nationale, une priorité absolue du Gouvernement à la suite des élections de 2020. La Commission a condamné les attaques commises, exprimé ses condoléances et appelé à la solidarité internationale avec le peuple burkinabé, notamment en publiant une déclaration à la suite de l'attaque perpétrée le 5 juin dans la région du Sahel, au Burkina Faso, qui a tué plus de 160 civils, dont des enfants.

7. En ce qui concerne le Burundi, le travail de la Commission s'est concentré sur un soutien international constant et cohérent en faveur de la consolidation de la paix et du développement du pays. Le 17 mars, le Gouvernement burundais a informé la Commission des avancées de la politique intérieure et étrangère du pays et de son engagement en faveur du développement durable pour un avenir pacifique et prospère, notamment au moyen d'une collaboration avec des partenaires bilatéraux et multilatéraux. La réunion a rassemblé des représentants des Nations Unies et de la Banque mondiale pour faire le point sur le soutien apporté au Burundi et pour discuter des liens entre les instruments analytiques, stratégiques et de planification, en vue de maximiser leur impact et la cohérence de l'action menée. Le 6 juillet, le Président de la formation Burundi de la Commission de consolidation de la paix a organisé une réunion pour que le Gouvernement burundais présente la portée générale, les principes directeurs et les objectifs du nouveau Programme national de capitalisation de la paix, stabilité sociale et promotion de la croissance économique, qui visait à concrétiser les priorités stratégiques du Gouvernement, en adéquation avec le plan national de développement du pays et les objectifs de développement durable. La réunion a également permis de discuter de la façon dont les organismes, fonds et programmes pertinents des Nations Unies travaillent pour appuyer la mise en œuvre

du programme national et répondre aux besoins des Burundais et Burundaises les plus vulnérables au point de vue économique, en accordant une attention particulière aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques ainsi qu'à la réintégration durable des réfugiés et des rapatriés. À la suite de l'exposé sur le programme national que lui a présenté le Gouvernement, en juillet, et de l'intérêt exprimé par les États membres de la Commission pour la poursuite des discussions sur le rôle des femmes et des jeunes, la Commission a tenu, le 2 novembre, une réunion consacrée à l'autonomisation économique et à l'entrepreneuriat des jeunes au Burundi, et a souligné les efforts consentis par le Gouvernement pour lutter contre le chômage des jeunes. Six jeunes Burundais, hommes et femmes, ont présenté à la Commission un exposé sur les défis de l'autonomisation économique des jeunes et sur leurs expériences en tant que jeunes entrepreneurs. Les membres de la Commission se sont félicités de leurs contributions au développement socioéconomique, ont encouragé les soutiens à la participation réelle et effective des jeunes dans toute leur diversité, et ont répété l'importance de l'inclusion pour construire une paix durable.

8. La Commission a poursuivi sa collaboration avec la République centrafricaine sur les priorités du pays en matière de consolidation de la paix, en organisant une série de réunions sur les élections présidentielles et législatives, la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine de février 2019, le renforcement des synergies entre les actions menées au titre de l'Accord et celles menées aux fins du redressement national et de la consolidation de la paix, et le renforcement de l'état de droit. Ces réunions ont également servi à alimenter les avis écrits destinés au Conseil de sécurité, que la Commission soumet chaque année depuis 2018. Le 12 juillet, le Président de la formation République centrafricaine a organisé une réunion sur les dernières évolutions du processus électoral et a mis l'accent sur la tenue d'élections locales crédibles, transparentes et inclusives, prévues pour 2022, notant qu'il s'agirait d'un moment critique pour le processus de consolidation de la paix, notamment pour la décentralisation, la cohésion sociale, la résilience et le développement durable. Le 21 octobre, la Commission a publié une déclaration saluant le cessez-le-feu unilatéral annoncé le 15 octobre par le Président Faustin-Archange Touadéra, notant qu'il s'agissait-là d'une étape importante dans la mise en œuvre de l'Accord politique qui orienterait les efforts de paix et de stabilité dans le pays, tels qu'énoncés dans les priorités de la feuille de route conjointe pour la paix en République centrafricaine, adoptée en septembre 2021 par la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Dans sa déclaration, elle a également souligné que cette initiative était une bonne occasion de lancer et de conduire le prochain dialogue républicain, d'une manière ouverte, transparente et inclusive, pour aider à reconstruire le pays sur des bases saines et solides, avec la participation de toutes les parties prenantes. Le 28 octobre, la Commission s'est réunie en présence du Premier Ministre centrafricain pour discuter de la situation électorale, politique et en matière d'état de droit, et pour étoffer son avis écrit au Conseil en vue du renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). La Commission a accueilli favorablement la demande de collaboration continue du Gouvernement centrafricain, notant l'impact positif de son mandat transpiliers et de ses rôles de conseil et de liaison. La Commission a reconnu l'ensemble des efforts déployés par la MINUSCA pour s'attaquer aux problèmes liés à la consolidation de la paix et saisir les occasions qui se présentaient dans ce domaine, l'appui fourni par la Mission à l'Accord politique, et le rôle qu'a joué cette dernière pour permettre aux élections présidentielles et législatives d'aboutir et renforcer l'état de droit, notamment les mécanismes judiciaire, pénal et de responsabilisation. L'avis écrit de la Commission, qui a été transmis au Conseil le 1<sup>er</sup> novembre, portait essentiellement sur la poursuite du soutien à l'application de

l'Accord politique, la préparation et l'organisation des élections locales, et le renforcement de l'état de droit.

9. Le 2 décembre, la Commission a organisé sa première réunion sur le Tchad en mettant l'accent sur la transition politique en cours et la participation d'une délégation tchadienne conduite par le Premier Ministre. La réunion a été l'occasion, pour le Gouvernement de transition, de faire le point sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition, et de mobiliser l'aide internationale. Des représentants de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies, de la Banque mondiale et de la société civile ont informé la Commission de leur soutien au processus de transition au Tchad. D'autres partenaires, dont des donateurs non conventionnels, la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission du bassin du lac Tchad ont participé à la réunion en tant qu'observateurs. La réunion a suscité une forte participation, notamment de représentants de pays voisins ainsi que des membres du Conseil de sécurité et du groupe international de soutien au Tchad de l'Union africaine. Les participants ont reconnu le rôle essentiel joué par le Tchad au niveau régional et appelé à un retour rapide à l'ordre constitutionnel dans l'intérêt de la stabilité de la région. Tout en notant l'urgence de la situation, ils ont exprimé leur volonté d'accompagner les autorités tchadiennes dans la mise en œuvre d'un processus de transition inclusif, en soulignant le rôle des femmes. À la suite de la réunion, la Commission a publié un communiqué de presse dans lequel elle a appelé les entités des Nations Unies à renforcer l'appui intégré au Tchad dans la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition. Elle s'est engagée à accompagner le Tchad en organisant, en 2022, une réunion de suivi sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration, ainsi que sur le processus électoral.

10. Le 15 novembre, la Commission a tenu une réunion sur la Colombie pour faire le point sur les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable qu'avaient conclu le Gouvernement colombien et les ex-Forces armées révolutionnaires de Colombie–Armée populaire. La Commission a entendu un exposé du Conseiller du Président pour la stabilisation et la consolidation, du Président de la Commission Vérité, coexistence et non-répétition, d'une représentante de la Coopérative multi-active autochtone pour la paix en Colombie, du Directeur général de la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie, ainsi que des représentants de l'Organisation des Nations Unies. Les États membres ont félicité le Gouvernement et le peuple colombiens, faisant observer que seule la moitié des accords de paix conclus atteignaient leur cinquième année, et ont salué les progrès accomplis en matière de consolidation de la paix, notamment pour ce qui était de la réintégration des ex-combattants, de la promotion de la justice transitionnelle, de l'adoption d'une approche centrée sur les victimes et de l'élaboration de programmes de développement à vocation territoriale. Tout en reconnaissant que la consolidation de la paix était un processus à long terme, ils ont pris note des facteurs de risque, appelant les autorités nationales à investir dans la paix de façon continue, notamment en mobilisant des ressources adéquates pour tous les volets de l'Accord final. Ils ont reconnu et salué le travail de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, de l'équipe de pays des Nations Unies et du Fonds pour la consolidation de la paix. La Commission s'est engagée à continuer d'appuyer l'action du Gouvernement colombien en faveur de l'application de l'Accord final, et à veiller à ce que les progrès réalisés au cours des cinq dernières années soient préservés, notamment en vue de la période électorale de 2022.

11. La Commission a continué de soutenir la transition démocratique en Gambie en concentrant son action sur les priorités du Gouvernement en matière de consolidation de la paix et en contribuant à mobiliser l'aide internationale à cet égard. Grâce à une

note distribuée aux membres de la Commission et aux partenaires de la Gambie le 5 mai, ainsi qu'à des notifications de suivi, le Président de la Commission a contribué à mobiliser un soutien pour combler les graves lacunes de financement du processus électoral de 2021-2023. Le 27 octobre, la Commission a discuté des avancées du processus de justice transitionnelle en Gambie et encouragé la finalisation rapide du rapport de la Commission vérité, réconciliation et réparations, et le suivi des recommandations qu'elle aura formulées avec l'appui de la communauté internationale. Après la remise du rapport final au Président gambien, le 25 novembre, la Commission a publié un communiqué de presse dans lequel elle a salué le travail accompli par la Commission vérité, réconciliation et réparations, et noté que les recommandations contenues dans le rapport constituaient une base solide pour renforcer l'état de droit et lutter contre l'impunité. La Commission a réitéré sa volonté de soutenir, dans le cadre de son mandat, la mise en œuvre de ces recommandations. Elle a en outre souligné la nécessité de poursuivre les réformes essentielles en matière de politique, de gouvernance et d'institutions, en insistant sur l'importance d'une élection présidentielle pacifique et transparente, le 4 décembre, pour consolider les acquis démocratiques obtenus depuis 2017. Elle a réaffirmé sa volonté de continuer à mobiliser des soutiens en faveur de la consolidation de la paix et de la démocratie en Gambie.

12. Lors sa quinzième session, la Commission a mobilisé un appui aux efforts régionaux de consolidation de la paix et à la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies pour la consolidation de la paix et la prévention et le règlement des conflits dans la région des Grands Lacs, notamment aux fins de l'initiative de désarmement, de démobilisation et de réintégration menée dans le cadre de l'éradication des forces négatives dans la région des Grands Lacs. Le 12 avril, le Président de la Commission a présenté un exposé au Conseil de sécurité sur la question de la région des Grands Lacs, soulignant l'appui fourni par la Commission dans des domaines prioritaires tels que le renforcement du rôle des femmes dans la consolidation de la paix et le développement dans la région et la lutte contre les retombées socio-économiques de la pandémie de COVID-19, notamment au moyen d'une collaboration avec les institutions financières internationales. Il a indiqué que la Commission était prête à soutenir les priorités de consolidation de la paix prévues dans la Stratégie des Nations Unies, notamment en facilitant la réintégration socioéconomique des ex-combattants des différents groupes armés. Le 26 juillet, à la suite des exposés présentés par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, la Chef de cabinet du Mécanisme national de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région, et du Coordonnateur résident pour le Rwanda, la Commission s'est félicitée de l'élaboration par l'Envoyé spécial, en consultation avec les pays de la région et d'autres acteurs clés, d'un plan d'action global pour l'application de la stratégie des Nations Unies. Celui-ci met l'accent sur le dialogue et la confiance, l'atténuation de la menace liée aux groupes armés, l'exigence de durabilité et de transparence dans la gestion des ressources naturelles ainsi que dans le commerce et les investissements, les solutions pérennes aux déplacements forcés et la préparation des pays de la région face aux crises de santé publique. La Commission s'est félicitée que la priorité ait été accordée à l'inclusion et à l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les différents volets du plan et a reconnu les contributions du Fonds pour la consolidation de la paix en faveur de la réintégration des ex-combattants rapatriés de la République démocratique du Congo au Rwanda.

13. Dans le cadre de son action en faveur de la Guinée-Bissau, la Commission a continué de se concentrer sur les obstacles à la stabilité et au développement à long terme. Le 29 juin, le Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission a organisé une réunion pour donner au Gouvernement bissau-guinéen, représenté par

sa ministre des affaires étrangères, de la coopération internationale et des communautés, l'occasion de présenter les plans et les initiatives du Gouvernement visant à améliorer le bien-être socioéconomique de la population. La Ministre a détaillé les objectifs de développement contenus dans la stratégie nationale pour le développement, l'emploi et la promotion industrielle pour la période 2020-2024, également appelée *Hora Tchiga*, et dans le plan national de développement pour la période 2020-2023, et a souligné que les priorités du pays étaient conformes à l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons, de l'Union africaine, et aux objectifs de développement durable. Les membres de la Commission ont salué les efforts du Gouvernement et exprimé leur soutien à la mise en œuvre réussie de la *Hora Tchiga*, reconnaissant la nécessité d'instaurer des partenariats stratégiques entre la Guinée-Bissau, la Commission, les organismes régionaux et les institutions financières internationales, et de mettre en adéquation l'aide fournie avec les plans du Gouvernement.

14. La Commission a continué de promouvoir la coopération régionale en matière de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement durable dans les zones du bassin du lac Tchad touchées par les activités de Boko Haram. En 2021, le Président de la Commission a participé à la troisième réunion du Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad pour la coopération régionale en matière de stabilisation, de consolidation de la paix et de développement durable, qui s'est tenue à Yaoundé les 4 et 5 octobre. Le Forum a réuni 100 participants, dont les huit gouverneurs de la région du bassin du lac Tchad chargés de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans d'action territoriaux relatifs à la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram. Dans ses observations, le Président a parlé du rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » et de l'accent mis dans celui-ci sur les approches intégrées et régionales de la consolidation de la paix. Il a également salué les investissements opportuns réalisés dans la région par le Fonds pour la consolidation de la paix. Il a souligné l'importance des approches inclusives de la consolidation de la paix, notamment la participation pleine, égale et effective des femmes, ainsi que l'inclusion constante des jeunes dans la consolidation de la paix. Il a réitéré le soutien de la Commission à la participation inclusive des communautés locales aux efforts de stabilisation, de redressement et de résilience dans tout le bassin du lac Tchad. Dans les observations qu'il a formulées à l'occasion du dialogue de haut niveau sur l'opérationnalisation du partage des charges et des responsabilités, qui s'est tenu le 9 décembre, à Genève, à l'initiative de l'Égypte, le Président s'est dit préoccupé par la violence intercommunautaire, les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les déplacements forcés dans le bassin du lac Tchad, et s'est engagé à soutenir les efforts régionaux visant à régler ces problèmes.

15. En 2021, la Commission a rallié un soutien international cohérent pour renforcer la cohésion sociale et faire progresser la réalisation du programme concernant les femmes et la paix et la sécurité au Libéria. En mai, la Présidente de la formation Libéria de la Commission a tenu des consultations en visioconférence avec le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la BAD afin de discuter des domaines à privilégier dans le cadre du soutien apporté par la Commission au Libéria, notamment les réformes de la gouvernance, l'accès aux services sociaux de base et la lutte contre la marginalisation et l'exclusion. Le 9 mars, la présidence a convoqué une réunion consacrée à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. À cette occasion, des exposés ont été présentés par le Ministre des affaires étrangères, la Ministre de l'égalité des sexes, de l'enfance et de la protection sociale, le coordonnateur résident [rejoint par la Directrice de pays de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes)] et une représentante de la société civile. Dans un communiqué de presse publié à l'issue



de la réunion, la Commission a salué l'engagement du Libéria à atteindre l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles, notamment au moyen du deuxième plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité pour la période 2019-2023, de la feuille de route nationale sur le viol et la violence sexuelle et fondée sur le genre, et du Programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres pour la période 2018-2023. La Commission a encouragé le Gouvernement libérien à poursuivre ses efforts pour remédier à la sous-représentation des femmes en politique, notamment en adoptant une législation visant à améliorer l'équilibre entre les sexes dans la participation politique et à réduire les obstacles à l'élection des femmes. Elle l'a également encouragé à poursuivre ses efforts pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, et s'est félicitée du soutien des partenaires internationaux en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au Libéria, notamment celui du Fonds pour la consolidation de la paix. Le 17 juin, le Président a organisé une réunion pour discuter des initiatives de cohésion sociale et de réconciliation au Libéria, qui a vu la participation du Ministre des affaires étrangères, du Ministre de l'intérieur, du coordonnateur résident et d'une représentante de la société civile. Le Gouvernement a souligné que la pandémie de COVID-19 avait exacerbé les difficultés auxquelles se heurtait le Libéria en matière de consolidation de la paix et a demandé à la Commission de l'aider à mobiliser une aide supplémentaire pour s'attaquer aux facteurs d'instabilité et renforcer la cohésion sociale dans le pays, en mettant particulièrement l'accent sur le dialogue avec les communautés, l'autonomisation des femmes et des jeunes, la gestion pacifique des conflits fonciers, les droits humains et la garantie d'élections présidentielles et législatives libres, équitables, transparentes et pacifiques en 2023. À la demande du Gouvernement, la Commission s'est engagée à continuer de rallier l'aide internationale pour soutenir les priorités du Libéria en matière de consolidation de la paix, notamment en favorisant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, ainsi que les approches régionales par l'intermédiaire de l'Union du fleuve Mano.

16. Après la conclusion des travaux de la formation Sierra Leone de la Commission en 2020, la Commission a continué de collaborer avec le pays dans le cadre de son ordre du jour souple. À la demande du Gouvernement sierra-léonais, la Commission a organisé une réunion, le 9 décembre, pour faire le point sur la mise en œuvre de la feuille de route de la Sierra Leone pour la consolidation de la paix, alignée sur le plan national de développement du pays. Le Gouvernement, représenté par la Ministre des affaires étrangères par intérim, le Ministre de la planification et du développement économique et le Ministre de la jeunesse, auxquels se sont joints la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et une représentante de la société civile, a présenté à la Commission sa politique nationale pour la jeunesse et sa politique en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, en montrant leur importance dans le cadre des efforts de consolidation de la paix déployés par le pays. La Commission a reconnu les efforts déployés par le Gouvernement pour faire progresser la démocratie et renforcer l'indépendance de ses institutions, se félicitant en particulier de l'importance croissante qui était accordée à l'autonomisation des femmes et des jeunes. Les membres de la Commission se sont félicités des progrès accomplis concernant les droits des femmes et des filles, et ont encouragé l'adoption de nouvelles mesures pour lutter contre la violence sexuelle et fondée sur le genre. Ils ont pris note de l'inquiétude des jeunes Sierra-léonaises et Sierra-léonais quant à la fragilité du pays face aux changements climatiques et aux pressions connexes sur les ressources naturelles, et souligné la nécessité de donner aux jeunes entrepreneurs verts des moyens d'agir. Ils ont pris note de ces inquiétudes et invité le Fonds pour la consolidation de la paix à continuer d'appuyer les efforts visant à atténuer les risques de reprise des conflits, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. La Commission s'est engagée à continuer de soutenir les efforts



déployés par la Sierra Leone pour permettre la participation des jeunes dans tous les secteurs de la société et promouvoir l'autonomisation des femmes.

17. La Commission a continué de soutenir les priorités régionales de consolidation de la paix au Sahel, notamment dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et de son plan d'appui. Le 28 avril, le Président a convoqué une réunion sur la situation dans la région du Sahel et la mise en œuvre de la stratégie et de son plan d'appui. À la suite des exposés des représentants de l'Union africaine, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union européenne, du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) et de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des institutions financières multilatérales et de la société civile, la Commission s'est déclarée préoccupée par la précarité de la situation humanitaire et des conditions de sécurité, et a présenté ses condoléances pour le décès du Président tchadien Idriss Déby Itno. La Commission a souligné l'importance des réponses globales et intégrées dans la région, au-delà des seuls moyens militaires, reconnu que la stratégie restait la feuille de route la plus complète dans l'arsenal des Nations Unies et pris note des efforts en cours visant à renforcer la proactivité et l'efficacité de l'action des Nations Unies, en particulier en augmentant les investissements transfrontaliers et en soutenant davantage les femmes et les jeunes, notamment grâce au Fonds pour la consolidation de la paix. La Commission a pris note des contributions de l'Union européenne à l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma, du soutien de la Banque mondiale à l'initiative de Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel de l'Union africaine, et de l'initiative « Desert to Power » de la BAD, appelant davantage d'investissements structurels, notamment en réponse aux changements climatiques. La Commission a également préconisé d'augmenter l'aide multipartenaires apportée aux différents pays du Sahel. Le 18 mai, le Président de la Commission s'est exprimé devant le Conseil de sécurité, aux côtés du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, du Commandant de la force du G5 Sahel et du Ministre tchadien des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Tchadiens de l'étranger, au sujet de la poursuite de l'engagement de la Commission en faveur de la consolidation et de la pérennisation de la paix au Sahel. Conformément à la stratégie de la Commission en matière d'égalité des sexes, le Président a transmis au Conseil un message de l'organisation non gouvernementale nigérienne WARAKA sur la nécessité d'un financement supplémentaire pour les initiatives de la société civile dirigées par des femmes et des jeunes dans les domaines du renforcement de la confiance, de la résilience économique et du soutien psychosocial.

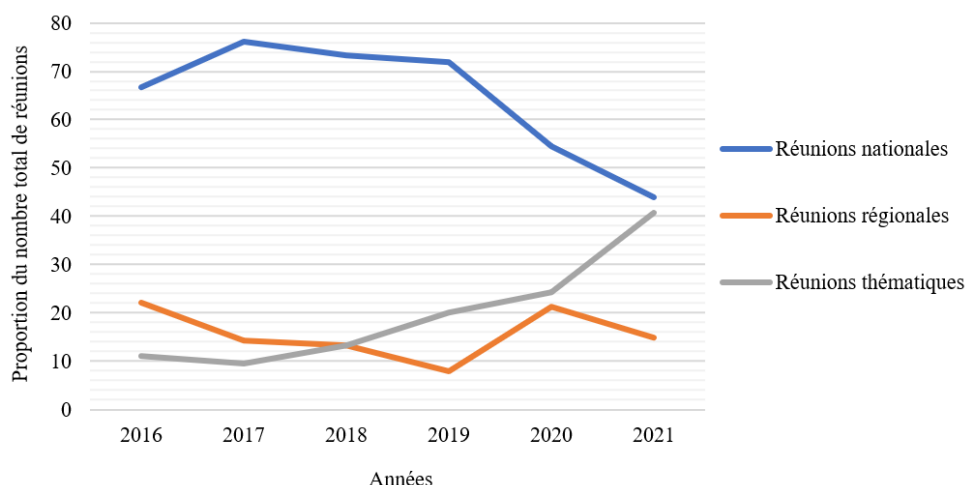
18. À la demande des représentants de la région, le Président de la Commission a convoqué, le 30 juin, la première réunion de la Commission sur la piraterie dans le golfe de Guinée. À la suite des exposés présentés par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la CEDEAO, la Commission du golfe de Guinée, le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, ainsi que par des experts du Bureau maritime international et du Centre interrégional de coordination, la Commission a pris note des activités actuellement menées pour lutter contre l'insécurité maritime dans le golfe de Guinée et souligné la nécessité de contribuer à relever les défis connexes en matière de sécurité humaine, notamment en offrant des moyens de subsistance compte tenu de l'explosion démographique de la jeunesse. Elle a encouragé le renforcement de la coordination entre les acteurs concernés afin d'ouvrir la voie à un appui accru de la communauté internationale, y compris de la Commission, à l'application du Code de conduite relatif à la prévention et à la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et du Centre, qui vise à lutter contre toutes les formes d'activités

maritimes illicites en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale. Les États Membres ont demandé à être informés en temps utile des efforts déployés pour renforcer l'architecture maritime dans le golfe de Guinée, notamment des résultats des futures visites des deux représentants spéciaux du Secrétaire général. Dans le cadre du suivi de cette réunion, le Président de la Commission a été invité à prononcer un discours, le 7 décembre, à l'occasion de la publication du rapport de l'ONUDC et de Stable Seas sur le coût de la piraterie dans le golfe de Guinée. Dans ses observations, il a reconnu l'importance des initiatives interrégionales entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale pour lutter contre la piraterie dans leurs domaines maritimes respectifs. Il a également reconnu que les pays côtiers et les organisations régionales devaient s'approprier les activités de renforcement des capacités, et qu'on devait aider les autorités nationales à dispenser des formations normalisées et durables à la lutte contre la piraterie à leurs propres fonctionnaires et, si possible, à ceux des pays voisins. Le Président a noté que le rapport de l'ONUDC et de Stable Seas offrait des recommandations utiles sur les moyens d'améliorer la cohérence et les effets de l'action menée et, à cet égard, a appelé de ses vœux une plus grande coordination entre tous les acteurs concernés, ce qui pourrait ouvrir la voie à un soutien accru de la communauté internationale, y compris de la Commission, à la mise en œuvre du Code de conduite de Yaoundé.

## **B. Activités transversales et thématiques**

19. Le pourcentage d'activités transversales et thématiques a augmenté ces dernières années, représentant plus de 40 % des réunions de la Commission en 2021 (voir fig. IV). Les nouvelles activités thématiques introduites en 2021 portent notamment sur le maintien et la consolidation de la paix, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, la réforme du secteur de la sécurité, le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun » et la santé mentale et le soutien psychosocial au niveau des experts. Les activités thématiques de la Commission ont varié selon le contexte, l'accent étant mis sur le partage des expériences et des enseignements à retenir, et la mobilisation de nouveaux soutiens pour la consolidation des acquis en matière de consolidation de la paix, notamment grâce aux exposés présentés par des orateurs du Bangladesh, de la Côte d'Ivoire, de la République démocratique du Congo, de l'Inde, du Mali, du Niger, du Nigeria et des Philippines.

Figure IV

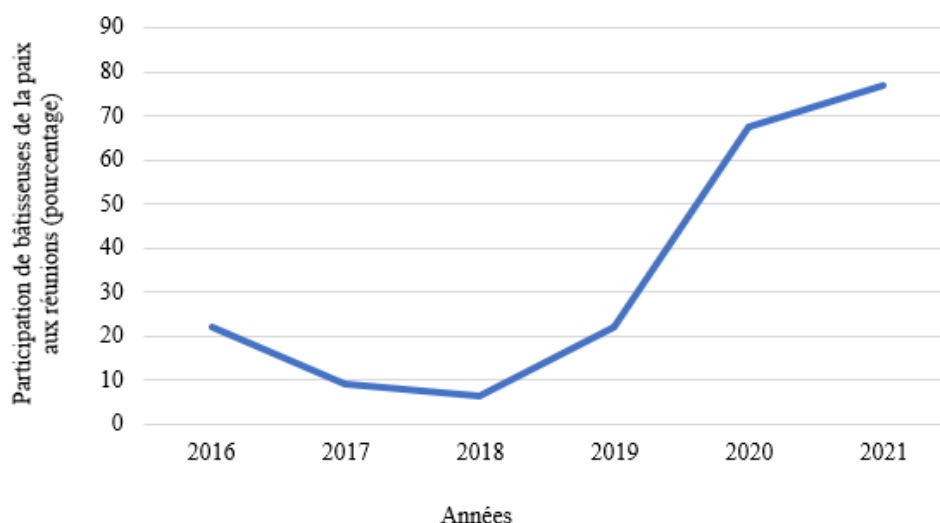
**Réunions de la Commission de consolidation de la paix consacrées à des pays, des régions et des questions thématiques en 2021**

20. En 2021, la Commission a continué à prendre des mesures concrètes pour faire avancer les objectifs liés aux femmes et la paix et la sécurité, en s'attachant particulièrement à renforcer le rôle important de celles-ci dans la consolidation de la paix et la pérennisation des efforts de paix. Guidée par la stratégie relative aux questions de genre qu'elle a adoptée en septembre 2016 et par son plan d'action, qui a été approuvé en février 2021, et inspirée par les recommandations tenant compte des questions de genre qui figurent dans le document [A/74/935-S/2020/645](#), la Commission a continué d'apporter une aide tangible aux bâtisseuses de la paix<sup>1</sup>, notamment en intégrant davantage les aspects de la consolidation de la paix liés au genre dans ses activités nationales et régionales. Un bilan réalisé sous la forme d'une mise à jour écrite, entrepris par le Bureau d'appui à la consolidation de la paix du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix sur la base des données recueillies entre le 1<sup>er</sup> octobre 2020 et le 5 octobre 2021<sup>2</sup>, a montré que la Commission avait fait des efforts concertés, au cours de cette période, pour accroître l'utilisation de données vérifiées, fiables et ventilées par sexe dans ses analyses des questions de genre. Quatre-vingt-onze pour cent des documents finaux de la Commission comportaient des données relatives au genre, tandis que 43 % d'entre eux incluaient une forme d'analyse des questions de genre ou des données ventilées par sexe, ou les deux. Quatre-vingt-neuf pour cent des documents de la Commission relatifs à sa collaboration avec d'autres organismes compétents des Nations Unies, organisations régionales et institutions financières internationales ont mis en exergue l'importance de la participation pleine, égale et effective des femmes aux efforts de consolidation de la paix. En 2021, la participation de femmes aux réunions de la Commission était beaucoup plus importante qu'en 2016, passant de 22 % en 2019 à 74 % en 2021, comme le montre la figure V.

<sup>1</sup> Tel que le terme est défini dans la stratégie de la Commission de consolidation de la paix relative aux questions de genre, on entend par « bâtisseuses de la paix » les représentantes des organisations de la société civile, du secteur privé, du monde universitaire ou des groupes de réflexion et les expertes indépendantes qui organisent les efforts de consolidation et de pérennisation de la paix dans les pays et régions concernés par les travaux de la Commission ou qui y contribuent.

<sup>2</sup> Voir [www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org/peacebuilding/files/documents/2021\\_pbc\\_gender\\_strategy\\_and\\_action\\_plan\\_written\\_update\\_0.pdf](http://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org/peacebuilding/files/documents/2021_pbc_gender_strategy_and_action_plan_written_update_0.pdf).

Figure V  
**Exposés présentés à la Commission de consolidation de la paix  
par des bâtisseuses de la paix depuis 2016**



21. Conformément à son engagement de faire porter la voix des bâtisseuses de la paix qui participent à ses délibérations et d'appuyer leur action, la Commission a plus systématiquement porté leurs recommandations à l'attention du Conseil de sécurité. Quatre-vingt-quatorze pour cent des soumissions de la Commission à l'Assemblée générale, au Conseil de sécurité et au Conseil économique et social contenaient des références à une consolidation de la paix qui tienne compte des questions de genre et 35 % faisaient référence à des informations fournies par des bâtisseuses de la paix. Ainsi, à la suite d'une réunion convoquée par le Président le 13 octobre, consacrée au renforcement du rôle prépondérant des femmes dans la consolidation de la paix et la pérennisation des efforts de paix, et qui a vu la participation de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix et de la Secrétaire générale adjointe chargée d'ONU-Femmes, la Commission a inclus dans son avis ultérieur au Conseil de sécurité une contribution tenant compte des exposés présentés lors de la réunion par des bâtisseuses de la paix bangladaise, colombienne et malienne, ainsi que par une représentante du Global Network of Women Peacebuilders, dont les observations reflétaient l'expérience de son réseau mais aussi celles du Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés, de l'International Civil Society Action Network, de la Fondation Kvinna till Kvinna et de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté. Au cours de la réunion, la Commission a fait le point sur les efforts déployés pour promouvoir le rôle important des femmes dans la consolidation et la pérennisation de la paix, notamment l'élaboration et l'application de vastes plans d'action nationaux ; les quotas, lorsque la législation nationale le permettait, et d'autres mesures visant à promouvoir une participation effective des femmes à la consolidation et à la pérennisation de la paix ; les besoins de protection ; le financement adéquat et souple des organisations de femmes.

22. La Commission a continué de soutenir le rôle essentiel joué par les jeunes et les organisations dirigées par des jeunes dans la consolidation et la pérennisation de la paix. En plus de fournir une plateforme permettant le partage d'expériences et de discussions sur les jeunes et la paix et la sécurité, la Commission a renforcé son engagement en faveur des jeunes et de la consolidation de la paix en organisant des réunions spécifiques à chaque pays, entièrement ou partiellement axées sur le rôle des

jeunes, au Burundi et en Sierra Leone. Le 24 février, le Président a convoqué une réunion sur les jeunes et la paix et la sécurité pour étudier les moyens de contribuer davantage à la mise en œuvre des résolutions 2250 (2015), 2419 (2018) et 2535 (2020) du Conseil de sécurité. L'Envoyée des Nations Unies pour la jeunesse et le Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix se sont exprimés devant la Commission, ainsi que des représentants de la jeunesse nigérien et philippin, qui ont décrit leurs expériences en matière de consolidation de la paix. La Commission a réitéré l'importance de la participation pleine, effective et significative des jeunes femmes et des jeunes hommes aux efforts de consolidation de la paix et de développement durable. À l'issue de la réunion, elle a publié un communiqué de presse dans lequel elle soulignait l'importance de favoriser un environnement propice et sûr pour les jeunes qui travaillent à la consolidation et à la pérennisation de la paix, et réaffirmait le principe d'appropriation et de direction nationales dans la consolidation de la paix. Elle a reconnu l'appui fourni par le Fonds pour la consolidation de la paix, notamment dans le cadre de l'Initiative pour la promotion des jeunes, et a appelé à un financement adéquat, prévisible et pérenne des efforts de consolidation de la paix menés par des jeunes. En préparation de la réunion et conformément à son engagement à faire davantage pour intégrer les considérations relatives aux jeunes dans ses travaux, la Commission a approuvé un plan d'action stratégique pour les jeunes et la consolidation de la paix, qui prévoit cinq domaines d'intervention pour guider et suivre les progrès réalisés par la Commission à l'appui du rôle essentiel des jeunes femmes et des jeunes hommes dans la consolidation de la paix. Cela s'est traduit par une augmentation du taux de réunions au cours desquelles de jeunes bâtisseurs de la paix ont présenté des exposés à la Commission, qui est passé de 5,4 % en 2020 à 44,4 % en 2021.

23. Le 22 octobre, le Secrétaire général a présenté à la Commission son rapport intitulé « Notre Programme commun ». Ses observations ont porté sur les recommandations contenues dans celui-ci, soulignant le rôle central des femmes et des jeunes, ainsi que les contributions essentielles de la Commission et du Fonds de consolidation de la paix à l'application de ces recommandations, selon qu'il convenait. Il a souligné l'importance d'investir dans la prévention, ainsi que la nécessité de consacrer des ressources supplémentaires aux travaux de la Commission et d'augmenter les contributions au Fonds afin de leur permettre de faire face à des demandes croissantes. Il a fait savoir qu'il soumettrait une proposition concrète en ce sens à l'Assemblée générale. Les États membres se sont félicités de l'échange interactif avec le Secrétaire général sur son rapport intitulé « Notre Programme commun ». Ils ont procédé à un échange de vues sur les moyens par lesquels la Commission pourrait contribuer aux discussions sur les volets pertinents du Programme, dans le cadre de son mandat, et ont souligné l'importance de garantir un financement adéquat, prévisible et stable pour la consolidation et pérennisation de la paix. Les États membres ont réaffirmé leur volonté de renforcer encore davantage le rôle de conseil et de liaison de la Commission afin de continuer à donner aux femmes et aux jeunes des moyens de construire la paix et de rester un haut lieu de la solidarité mondiale face aux crises complexes du XXI<sup>e</sup> siècle, conformément à son mandat.

24. En 2021, la Commission a continué d'examiner, à l'occasion de ses activités nationales et régionales, les effets de la pandémie de COVID-19 sur les objectifs nationaux de consolidation de la paix, y compris le rôle essentiel des femmes. Elle a en outre renforcé sa collaboration avec le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité, en mettant l'accent sur la COVID-19, la consolidation de la paix et le développement durable. Le Président de la Commission a organisé un dialogue interactif informel avec la présidence du Conseil de sécurité, le 10 mai, sur le thème « Éliminer les causes profondes des conflits tout en favorisant le relèvement après la pandémie en Afrique », et a présenté des recommandations lors du débat public de

haut niveau du Conseil sur cette même question, qui s'est tenu le 19 mai 2021. Dans ses observations, le Président a rappelé les témoignages, depuis le début de la pandémie, de bâtisseuses de la paix de toute l'Afrique, qui ont exprimé leurs préoccupations quant aux conséquences de la pandémie pour les femmes, notamment leur participation effective aux processus de paix. À la suite de la deuxième édition du Forum d'Assouan pour la paix et le développement durables, qui s'est tenue en mars, le président a pris acte du fait que la pandémie avait exacerbé les lacunes de gouvernance à travers le continent africain, affectant les secteurs sanitaires, économiques et sociétaux et aggravant les tensions subies par la cohésion sociale, ce qui a des répercussions sur la paix et la sécurité, notamment parce que les groupes armés et les organisations terroristes exploitent cette situation. Il a rappelé une conclusion essentielle du Forum, à savoir que, pour que les efforts de consolidation et de pérennisation de la paix aboutissent, les gouvernements doivent investir dans la mise en place d'institutions efficaces, responsables et inclusives aux échelons national et local, tout en encourageant une gouvernance inclusive grâce à une démarche mobilisant tous les pouvoirs publics.

25. Le 8 juillet, à l'occasion du forum politique de haut niveau pour le développement durable, le Président de la Commission a présenté un exposé au Conseil économique et social, en soulignant la nécessité de renforcer et de préserver les capacités nationales de lutte contre la pandémie et de maintenir l'attention sur les priorités à long terme en matière de consolidation de la paix et de développement. Dans la déclaration ministérielle publiée à l'issue du forum, les ministres et hauts représentants ont souligné l'importance de renforcer la collaboration avec la Commission pour appuyer les réponses nationales aux besoins de développement et de consolidation de la paix dans les pays en proie au conflit, et ont appelé à un financement adéquat, prévisible et pérenne de la consolidation de la paix et du développement. Faisant suite aux échanges concernant les pays africains qui ont eu lieu lors du débat du Conseil économique et social consacré à la gestion, qui s'est tenu le 21 juillet et avait pour thème « Les pays africains sortant d'un conflit », le Président a souligné les difficultés sans précédent posées par la pandémie de COVID-19 dans les pays et les régions examinés par la Commission, et a appelé à un soutien accru aux efforts de reconstruction et de développement post-conflit menés par l'Union africaine, notamment son Centre pour la reconstruction et le développement post-conflit.

26. Le point d'orgue de la collaboration entre le Conseil économique et social et la Commission a été l'organisation de la réunion annuelle conjointe des deux organes, le 15 décembre, sur le thème « Promouvoir une paix et un développement durables dans le contexte du relèvement post-COVID-19 », qui a vu la participation de la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies, d'une Directrice générale adjointe du FMI, du Directeur général des opérations de la Banque mondiale et de représentants et représentants du secteur privé venus de Colombie, de la République démocratique du Congo et du Mali. Dans une déclaration publiée à l'issue de la réunion, les États membres se sont dits préoccupés par la persistance des effets négatifs de la pandémie de COVID-19, de l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, de l'insécurité alimentaire, et de la poursuite des conflits armés et du terrorisme sur les efforts visant à instaurer et à maintenir la paix et à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ils ont reconnu l'importance de la participation pleine et entière des femmes et du rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et ont appelé à davantage d'actions pour promouvoir l'équité vaccinale et accroître les financements. Ils ont souligné l'importance de la cohérence de l'action du système des Nations Unies, de la solidarité internationale et de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin de relever les défis liés à la COVID-19 et de progresser dans la réalisation des objectifs à long terme en

matière de redressement économique, de consolidation et de pérennisation de la paix, tout en protégeant la planète. Ils ont appelé à renforcer les partenariats avec toutes les parties prenantes, notamment les organisations régionales et sous-régionales et les institutions financières et de développement internationales et régionales.

27. Dans leurs résolutions de 2020 sur la consolidation et la pérennisation de la paix (75/201 et 2558 (2020), respectivement), l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont noté que le financement de la consolidation de la paix restait un défi majeur et demandé la tenue d'une réunion de haut niveau de l'Assemblée lors de sa soixante-seizième session en vue d'approfondir, d'étudier et d'envisager des solutions permettant d'assurer un financement adéquat, prévisible et durable pour la consolidation de la paix, affirmant sa détermination à obtenir des résultats concrets. Ils ont également invité la Commission à présenter des contributions qui seraient examinées à l'avance par les États Membres et alimenteraient les discussions lors de la réunion. Comme suite à cette demande, la Commission s'est penchée sur les questions de financement de la consolidation de la paix dans le cadre de ses engagements nationaux, régionaux et thématiques. Ces discussions ont reconnu le rôle essentiel que jouent l'appropriation et la direction nationales, et la nécessité d'un financement adéquat et souple, notamment pour les initiatives de consolidation de la paix locales, en particulier celles conduites par des femmes ou des jeunes. La Commission a également tenu des discussions au niveau des experts sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des solutions pertinentes figurant dans les rapports 2018, 2019 et 2020 du Secrétaire général sur la consolidation et la pérennisation de la paix (A/72/707-S/2018/43, A/73/890-S/2019/448 et A/74/976-S/2020/773, respectivement). En outre, le Président a représenté la Commission lors d'une série d'événements organisés par des États Membres et des organisations de la société civile et axés sur le financement de la consolidation de la paix, notamment la table ronde de haut niveau sur les financements innovants en faveur de la paix, qui s'est tenue le 18 mai à l'initiative de la Colombie et de l'Allemagne ; la réunion du groupe de haut niveau sur le financement de la consolidation de la paix dans les contextes de maintien de la paix et de transition, qui s'est tenue le 28 octobre à l'initiative de l'Égypte et du Centre international du Caire pour le règlement des conflits et le maintien et la consolidation de la paix ; la discussion de haut niveau sur le financement adéquat de la consolidation de la paix, qui s'est tenue le 5 mai à l'occasion du Forum de Stockholm sur la paix et le développement de 2021 ; la table ronde de haut niveau sur les solutions féministes pour un financement efficace de la consolidation de la paix, qui s'est tenue le 8 novembre à l'initiative d'organisations de la société civile et d'ONU-Femmes, en partenariat avec l'Irlande et le Mexique ; le dialogue interactif multipartite de haut niveau sur la contribution du secteur privé à la consolidation de la paix, qui s'est tenu le 23 novembre à l'initiative de l'Afrique du Sud et de l'Institute for Security Studies. Il a également porté à l'attention de la Commission diverses informations concernant ces événements.

28. Le point d'orgue du travail réalisé par la Commission dans ce domaine tout au long de l'année a été sa session annuelle du 29 novembre, organisée sur le thème « Financement de la consolidation de la paix ». Après les discours d'ouverture du Président de la Commission, du Président de l'Assemblée générale et de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, ainsi que des représentants de la BAD, de la Banque mondiale et du secteur privé, un dialogue interactif, animé par le Président de la Commission et la Présidente de la Fondation pour les Nations Unies, s'est concentré sur les progrès réalisés depuis l'appel lancé quelques années plus tôt par le Secrétaire général en faveur d'une hausse considérable du financement de la consolidation de la paix, et les défis restant à relever dans ce domaine. Les États membres ont encouragé la poursuite des efforts visant à renforcer la cohérence de l'action des Nations Unies, en s'appuyant sur les améliorations



apportées à la suite des récentes réformes en matière de paix et de développement. Certains membres de la Commission ont souligné la nécessité de veiller à ce que l'aide au développement et l'aide humanitaire des Nations Unies soient axées sur la consolidation de la paix et d'établir des partenariats plus solides avec les acteurs concernés, y compris les institutions financières multilatérales, tandis que d'autres ont appelé à un élargissement de la base des donateurs et à des outils de financement de la consolidation de la paix plus innovants, notamment en explorant davantage les mécanismes de financement mixte, reconnaissant l'intérêt potentiel de formes de financement plus durables en faveur de la consolidation de la paix. Ils ont également préconisé une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire, ainsi que des investissements privés à long terme au niveau local. Les États membres ont souligné le rôle important que jouaient les soldats de la paix s'agissant de faire progresser la consolidation de la paix en complément de l'action menée par les équipes de pays des Nations Unies, en particulier dans les contextes de transition. Ils ont reconnu le rôle du Fonds pour la consolidation de la paix s'agissant d'atténuer les risques ainsi que son effet de catalyseur, et certains ont annoncé des contributions volontaires supplémentaires. Ils ont reconnu l'importance d'un financement adéquat, prévisible et durable de la consolidation de la paix, notamment sous la forme de contributions supplémentaires au Fonds.

29. Le 15 juin, la Commission a tenu une réunion pour débattre des contributions du maintien de la paix à la consolidation et à la pérennisation de la paix, faisant écho aux déclarations de la présidence du Conseil de sécurité ([S/PRST/2017/27](#) et [S/PRST/2018/20](#)), qui appelaient à renforcer les synergies entre la consolidation et le maintien de la paix et à accroître la collaboration entre la Commission et le Conseil, en particulier lorsque ce dernier examine les mandats des missions. Après avoir entendu les exposés présentés par le Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et un représentant de la Banque mondiale, les membres de la Commission ont souligné l'importance des opérations de maintien de la paix pour aider les pays hôtes à développer des capacités de consolidation de la paix et se sont félicités de ce que la prochaine phase de l'Action pour le maintien de la paix mette l'accent sur le renforcement des aspects liés à la consolidation de la paix dans les opérations de maintien de la paix et sur l'intensification de la collaboration avec les partenaires de développement. La Commission a noté que les opérations de maintien de la paix et la présence de leur personnel de sécurité permettaient à d'autres acteurs de la consolidation de la paix de faire leur travail et donnaient une plus grande visibilité politique aux objectifs et aux missions de consolidation de la paix qui contribuaient à lutter contre les causes profondes du conflit. Dans un communiqué de presse publié à l'issue de la réunion, la Commission a reconnu l'importance de la transition en République démocratique du Congo et souligné que les partenariats étaient essentiels pour appuyer la mise en œuvre de la stratégie conjointe sur le retrait progressif, en plusieurs étapes, de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et pour appuyer au mieux les priorités du Gouvernement en matière de stabilisation et de consolidation de la paix, notamment les efforts déployés en faveur du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et de la réforme du secteur de la sécurité. La Commission a encouragé la poursuite des évaluations et des programmes conjoints des Nations Unies et de la Banque mondiale à l'appui des priorités de consolidation de la paix et de développement définies au niveau national, en particulier dans les contextes de transition, et a reconnu la contribution essentielle du Fonds pour la consolidation de la paix dans ce domaine.

30. Le Président a communiqué au Conseil de sécurité les principales conclusions de cette réunion lors du débat public du Conseil sur les transitions des Nations Unies,

tenu le 8 septembre. Il a souligné le fait que des partenariats solides et des mécanismes de financement adaptés étaient des facteurs déterminants pour assurer des transitions sans incident et éviter la reprise des conflits. Dans sa résolution 2594 (2021), adoptée à l'issue du débat public, le Conseil a vivement encouragé la Commission à faciliter l'élaboration d'objectifs et de priorités conjoints avant toute transition et, à cet égard, a demandé au Secrétaire général d'établir des contacts avec la Commission préalablement aux rapports présentés au Conseil, en vue de faciliter la fourniture de conseils complémentaires et opportuns que celle-ci pourrait formuler à son intention.

31. Le 7 décembre, la Commission a examiné les contributions du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration, et celles de la réforme du secteur de la sécurité à la consolidation et à la pérennisation de la paix. Le Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité a donné un aperçu de l'assistance fournie par l'Organisation des Nations Unies en la matière, soulignant la nécessité d'un engagement politique, d'une coordination et de partenariats renforcés. À la suite des exposés présentés par le Directeur de cabinet de la présidence de la Côte d'Ivoire et le Coordonnateur national du programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation de la République démocratique du Congo, la Commission a souligné que ce type de réforme devait tenir compte du contexte unique de chaque pays. Elle a pris note des arguments qui sous-tendaient la décision du Gouvernement de la République démocratique du Congo de traiter le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité comme des questions distinctes, et du fait que le processus de désarmement, démobilisation et réintégration en Côte d'Ivoire était un élément clé de la stratégie de réforme du secteur de la sécurité pour le Gouvernement. La Commission a exprimé son soutien aux mesures visant à assurer un financement adéquat, prévisible et durable des processus de désarmement, démobilisation et réintégration, et de réforme du secteur de la sécurité, afin que ceux-ci puissent contribuer efficacement à la consolidation de la paix. Elle s'est félicitée du programme de réforme du secteur de la sécurité conçu par le Département des opérations de paix, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, et financé par le Mécanisme d'appui à l'action humanitaire, au développement, à la consolidation de la paix et aux partenariats du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, et a encouragé la poursuite des efforts visant à renforcer les partenariats. Les membres de la Commission se sont dits désireux de discuter des recommandations contenues dans deux prochains rapports du Secrétaire général au Conseil de sécurité sur le désarmement, la démobilisation et la réintégration et la réforme du secteur de la sécurité.

32. En 2021, la Commission a continué de mettre l'accent sur l'appui aux activités de renforcement des institutions nationales. Le 17 mai, le Président a convoqué une réunion sur le rôle des institutions dans la consolidation et la pérennisation de la paix, au cours de laquelle des exposés ont été présentés par l'administrateur du PNUD, le Conseiller du Président pour la stabilisation et la consolidation en Colombie, la directrice générale de l'organisation non gouvernementale indienne Pratham, le Président de la Haute Autorité pour la consolidation de la paix au Niger et le Secrétaire général du Groupe G7+. Dans un communiqué de presse publié à l'issue de la réunion, la Commission s'est déclarée préoccupée par les difficultés liées à la réalisation des objectifs de développement durable et à la préservation des avancées durablement acquises en matière de consolidation de la paix en raison des effets de la pandémie de COVID-19, qui exacerbe les griefs et les inégalités existants et met en péril la cohésion sociale et la paix. La Commission a réaffirmé que les efforts déployés par les pays pour mettre en place des institutions efficaces, responsables, inclusives et réactives étaient essentiels pour réduire la vulnérabilité, renforcer le contrat social, protéger et autonomiser les personnes, notamment les femmes et les

jeunes, et favoriser la confiance dans la société. Elle a appelé à un financement adéquat, prévisible et innovant pour le renforcement des institutions et des capacités, y compris des partenariats plus solides avec le secteur privé. Elle a également appelé à la mise en place de nouveaux mécanismes audacieux pour aider les pays à faire face au poids de la dette, qui s'est considérablement aggravé du fait de la pandémie. Elle a réaffirmé sa volonté de continuer à soutenir le renforcement des institutions dans les pays dont elle examinait la situation, notamment grâce au partage des bonnes pratiques, des enseignements tirés de l'expérience et d'approches et de solutions innovantes. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été reconnues comme des outils précieux à cet égard. À l'invitation du Comité d'experts de l'administration publique, qui appuie les travaux du Conseil économique et social dans les domaines de l'administration publique et de la gouvernance, le Président a présenté un exposé, le 15 avril, sur le thème « Mise en place d'institutions solides pour le développement durable dans les pays touchés par un conflit ». Dans ses observations, il a rappelé que le renforcement des institutions était une mission centrale de la Commission depuis sa création en 2005. Il a déclaré que la pandémie de COVID-19 avait mis en évidence la nécessité d'une action plus concertée pour favoriser la mise en place d'institutions inclusives et sensibles à la question du genre dans les pays touchés par des conflits.

33. La Commission a continué de soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le cadre de ses engagements nationaux, régionaux et thématiques. Grâce à sa collaboration avec tout un éventail d'orateurs extérieurs aux Nations Unies et originaires des pays examinés et des pays du Sud, travaillant notamment pour des gouvernements nationaux, des institutions multilatérales, régionales et financières, et des organisations locales de femmes et de jeunes, la Commission a été un lieu unique pour la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Faisant fond sur l'expérience de la Commission, le Président a souligné, dans un exposé présenté pour la première fois au Comité de haut niveau de l'Assemblée générale sur la coopération Sud-Sud le 1<sup>er</sup> juin, combien il importait de s'appuyer sur la coopération Sud-Sud, qui était l'une des formes de coopération bilatérale et multilatérale dont l'essor était le plus rapide. Il a souligné que la Commission, du fait de sa composition unique et de ses rôles de conseil, de liaison et de rassembleur, était idéalement placée pour examiner les moyens de renforcer le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la consolidation et la pérennisation de la paix.

### **III. Vers une Commission de consolidation de la paix plus souple et plus efficace**

#### **A. Rôles consultatif et de liaison de la Commission**

34. Durant sa quinzième session, la Commission a continué de renforcer son rôle consultatif et d'intermédiaire auprès de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, et son rôle de lien entre l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social. En plus d'un coordonnateur informel pour ses relations avec le Conseil de sécurité, la Commission a désigné pour la première fois un coordonnateur informel chargé d'assurer la liaison avec l'Assemblée générale. En 2021, la Commission a fourni des avis à l'Assemblée et au Conseil, à quatre et à neuf occasions, respectivement, dans des lettres et des exposés officiels lors de séances et de dialogues interactifs informels sur des questions propres à certains pays et des questions thématiques (voir sect. II). Elle a fourni au Conseil économique et social trois avis concernant des pays et des régions qu'elle examinait, comme décrit plus haut.

35. Le 14 mai 2021, dans le cadre de son rôle consultatif, la Commission a conseillé l'Assemblée générale pour la première fois sur le point de l'ordre du jour consacré aux causes des conflits et à la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique, afin de renforcer la perspective de la consolidation de la paix lors de l'examen de ce point par l'Assemblée. En retour, dans sa résolution 75/327, l'Assemblée a pris note de cet avis et encouragé la Commission à poursuivre cette bonne pratique en vue de renforcer la coopération et les synergies aux fins de la lutte contre causes profondes des conflits en Afrique. Le 28 août 2021, le Président s'est également exprimé pour la première fois devant le Groupe de travail spécial du Conseil de sécurité sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique, sur le thème « Mise en œuvre des rapports du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique : liens entre paix, sécurité et développement ».

36. La Commission rappelle les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité sur la consolidation et la pérennisation de la paix, par lesquelles les deux organes ont réaffirmé la résolution 1645 (2005) du Conseil de sécurité, y compris les principaux objectifs de la Commission en tant qu'organe consultatif intergouvernemental, et souligné l'importance de la Commission, s'agissant notamment de promouvoir une approche intégrée, stratégique et cohérente de la consolidation de la paix, notant que la sécurité, le développement et les droits humains étaient étroitement liés et se renforçaient mutuellement, et jouer un rôle de liaison entre les principaux organes et les entités compétentes de l'Organisation des Nations Unies, en leur fournissant des conseils sur les besoins et les priorités en matière de consolidation de la paix, en rapport avec leurs compétences et leurs responsabilités respectives.

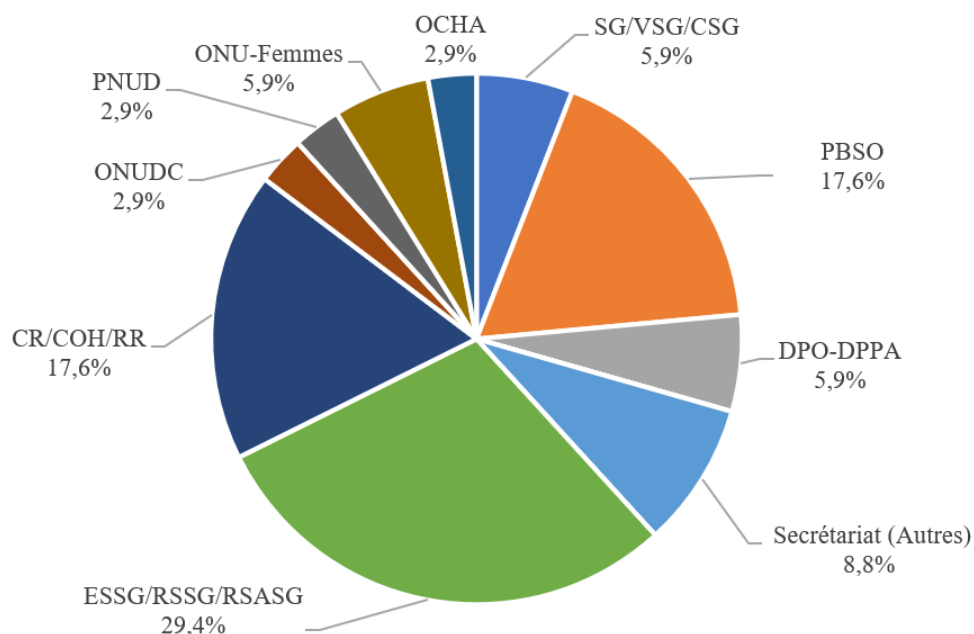
37. Le 15 octobre, le Président de la Commission a prononcé un discours lors de la réunion du Conseil de sécurité organisée selon la formule Arria consacrée à Haïti. À cette occasion, les discussions ont porté sur les filières panafricaines et l'appui au dialogue national et à la réconciliation. Dans ses observations, le Président a fait part de ses avis compte tenu du rôle et des contributions de la Commission dans d'autres contextes, qui ont bénéficié de stratégies inclusives pour la réconciliation nationale et la pérennisation de la paix.

38. La Commission a été invitée par d'autres entités des Nations Unies et des organismes non onusiens à présenter son travail de consolidation de la paix.

## **B. Promotion de la cohérence de l'action du système des Nations Unies**

39. En 2021, les représentants spéciaux ou envoyés spéciaux et les représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général comptaient pour près d'un tiers des intervenants des Nations Unies aux réunions de la Commission (voir fig. VI), ce qui démontre l'importance que la Commission accorde à la parole des responsables de terrain. Le pourcentage de coordonnateurs résidents, de coordonnateurs des opérations humanitaires ou de représentants résidents présentant des exposés à la Commission est passé de 3,6 % en 2020 à 17,6 % en 2021, ce qui montre que la Commission est une enceinte de plus en plus importante pour les discussions relatives au développement des pays et des régions touchés par le conflit, sur la base des priorités nationales. Des exposés plus fréquents de la part des coordonnateurs résidents ont permis de mieux comprendre le rôle important des analyses communes de pays des Nations Unies et des plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable dans l'appui aux priorités nationales en matière de consolidation de la paix.

Figure VI  
**Répartition des personnes venues d'entités des Nations Unies qui ont été invitées à présenter un exposé aux réunions de la Commission de consolidation de la paix en 2021**



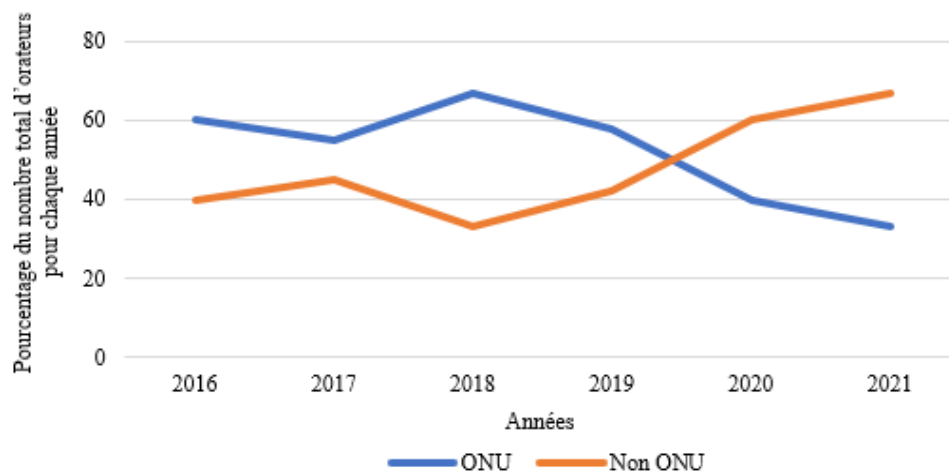
*Abréviations :* CR/COH/RR : coordonnateurs résidents, coordonnateurs des opérations humanitaires et représentants résidents ; DPO-DPPA : Département des opérations de paix-Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix ; ESSG/RSSG/RSASG : envoyés spéciaux du Secrétaire général/représentants spéciaux du Secrétaire général/représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général ; OCHA : Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; ONUDC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime ; ONU-Femmes : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; PBSO : Bureau d'appui à la consolidation de la paix ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; SG/VSG/CSG : Secrétaire général/Vice-Secrétaire général/Cabinet du Secrétaire général.

### C. Promotion des partenariats

40. En 2021, la Commission a renforcé la tendance à une collaboration accrue avec des partenaires extérieurs aux Nations Unies. Comme le montre la figure VII, 67 % des personnes invitées à présenter un exposé devant la Commission étaient des intervenants extérieurs au système des Nations Unies.

Figure VII

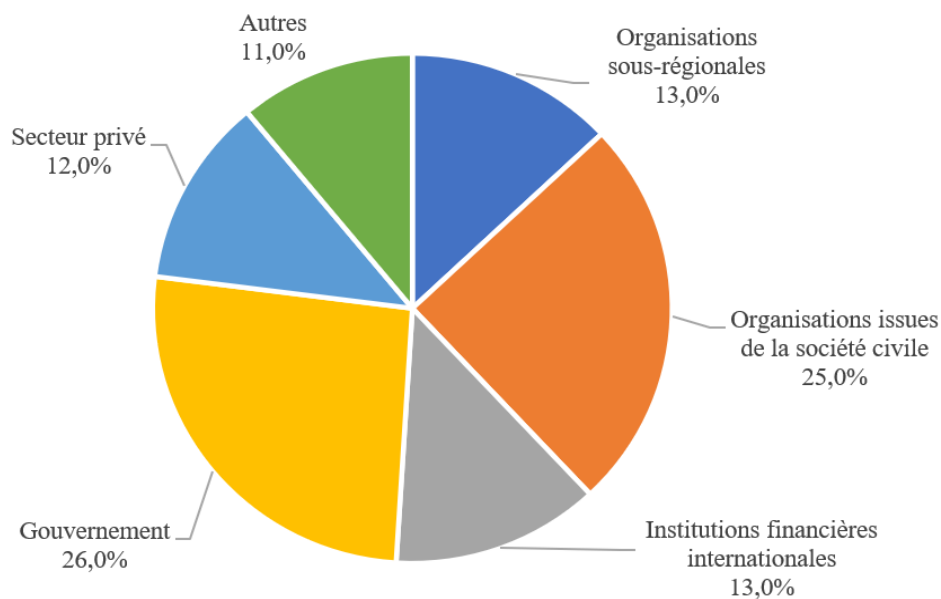
**Personnes venues de l'ONU et personnes extérieures à l'ONU ayant présenté des exposés aux réunions de la Commission de consolidation de la paix depuis 2016**



41. En 2021, parmi les partenaires extérieurs au système des Nations Unies qui ont présenté des exposés lors des réunions de la Commission (comme le montre la fig. VIII) figuraient des représentants de gouvernements nationaux ou locaux, d'organisations régionales ou sous-régionales, dont l'Union africaine, la CEDEAO, la CEEAC, l'Union européenne, le G5 Sahel et la Commission du golfe de Guinée, d'organisations de la société civile, d'institutions financières internationales (BAD, FMI et Banque mondiale) et d'entreprises privées. Le Secrétaire général du g7+ a été invité pour la première fois à contribuer aux travaux de la Commission, lors d'une réunion sur le renforcement des institutions. Des représentants du monde universitaire et de groupes de réflexion ainsi que des experts indépendants ont également présenté des exposés (rubrique « Autres » dans la figure VIII ci-dessous).

Figure VIII

**Répartition des personnes extérieures à l'ONU qui ont été invitées à présenter un exposé aux réunions de la Commission de consolidation de la paix en 2021**



42. La Commission a collaboré pour la première fois avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le 25 mars, le Président de la Commission a participé à la réunion inaugurale du réseau Trade for Peace (« Le commerce au service de la paix »), qui a été lancé par l'OMC en tant que plateforme d'échange entre les parties prenantes concernées pour réfléchir aux domaines de collaboration possibles et aux actions à mener, dans le cadre de leurs mandats respectifs, afin de soutenir les États touchés par des conflits qui accèdent à l'adhésion à l'OMC et de promouvoir le système commercial multilatéral comme moyen d'accéder à une paix durable, au développement et au bien-être économique.

43. Après avoir encouragé et suivi, pendant des années, le soutien à l'évaluation et à l'analyse conjointes des risques par l'ONU et la Banque mondiale, la Commission a organisé, le 16 juillet, une réunion sur les réponses macroéconomiques aux situations de conflit, lors de laquelle le FMI a présenté sa première stratégie pour les États fragiles et touchés par un conflit. Les États membres se sont félicités de l'accent mis par le Fonds sur la collaboration dans des contextes de consolidation de la paix et ont reconnu que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour renforcer la coopération et les partenariats entre les Nations Unies et les institutions de Bretton Woods, en particulier à un moment où la pandémie de COVID-19 entraînait une crise économique dans de nombreux pays.

44. Qu'ils aient été invités à s'exprimer depuis la tribune ou qu'ils aient simplement pris la parole dans l'assistance, les représentantes et représentants de l'Union africaine ont continué de participer aux débats de la Commission sur des pays, des régions et des questions thématiques. Le 11 novembre, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et la Commission ont tenu leur quatrième réunion consultative informelle, à l'occasion de la semaine de sensibilisation à la reconstruction et au développement post-conflit de l'Union africaine. La réunion a porté sur l'appui à la consolidation de la paix pour les transitions politiques en cours en Afrique. Dans une déclaration de presse conjointe ultérieure, les membres du Conseil et de la Commission ont souligné l'importance d'approches globales, coordonnées et échelonnées des activités de consolidation de la paix en Afrique pendant les transitions, qui tiennent compte des besoins à court et à long terme des pays et de la participation pleine et effective des femmes, tout en notant avec inquiétude une tendance à l'échec des transitions sur le continent. Ils ont salué la création du Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement post-conflit et la réunion prévue sur la sécurité climatique du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Ils ont appelé à des échanges plus fréquents entre les deux organes intergouvernementaux et à un alignement stratégique de leurs programmes de travail.

45. Étant donné que l'un des principaux objectifs de la Commission est de réunir tous les acteurs concernés, en particulier les parties prenantes nationales, en 2021, la Commission a continué d'encourager une forte contribution de la société civile, y compris le secteur privé, à toutes les étapes de la consolidation et de la pérennisation de la paix, ce qui s'est traduit par un taux accru de participation des représentants de la société civile et du secteur privé à ses réunions. Comme le montrent les figures IX et X ci-dessous, le pourcentage de réunions de la Commission au cours desquelles des représentants de la société civile ont présenté un exposé est passé de 51 % en 2020 à 63 % en 2021, tandis que le pourcentage de réunions de la Commission ayant vu la participation de représentants du secteur privé est passé de 19 % en 2020 à près de 30 % en 2021.



Figure IX

**Réunions de la Commission de consolidation de la paix ayant vu la participation de représentants de la société civile depuis 2016**

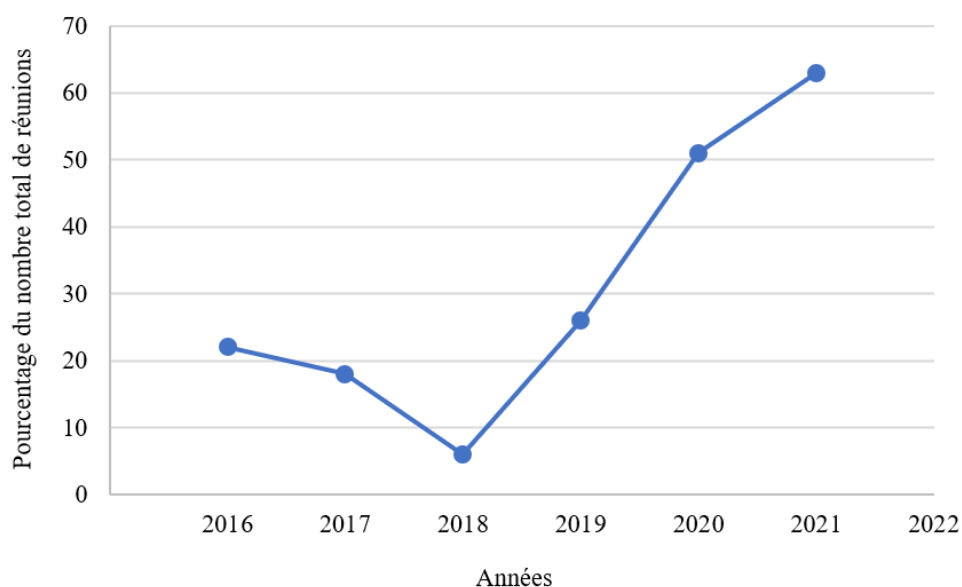
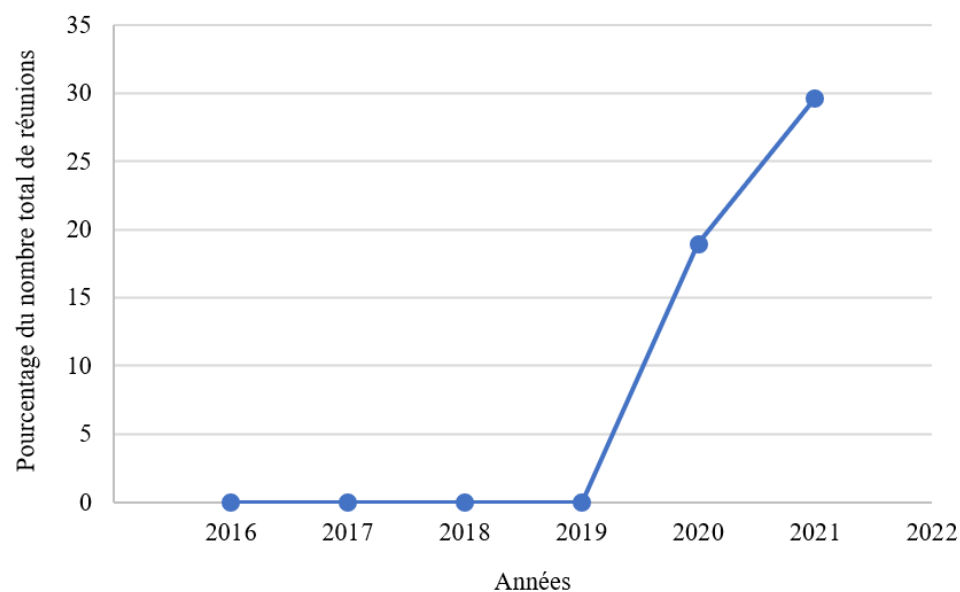


Figure X

**Réunions de la Commission de consolidation de la paix ayant vu la participation de représentants du secteur privé depuis 2016**



#### **D. Renforcement des synergies entre la Commission de consolidation de la paix et le Fonds pour la consolidation de la paix**

46. En 2021, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a continué de partager avec la Commission des documents d'information et des mises à jour sur les activités

programmatiques du Fonds pour la consolidation de la paix, dans la mesure où celles-ci concernaient les engagements nationaux, régionaux et thématiques de la Commission. Le Président a également convoqué une réunion spéciale sur le travail du Fonds, le 28 juillet, lors de laquelle le Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix a présenté un exposé. Le partage régulier d'informations a permis à la Commission de continuer à suivre de près l'action évolutive du Fonds s'agissant de lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19 sur la consolidation et la pérennisation de la paix dans différents contextes. En plus de tenir la Commission informée de l'évolution des mesures mises en œuvre par le Fonds dans des pays ou des domaines de travail spécifiques, en 2021, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix a porté à l'attention de la Commission les conclusions des évaluations du Fonds, y compris un examen thématique sur la consolidation de la paix tenant compte des questions de genre couvrant la période 2015-2020, une évaluation des initiatives conduites au Libéria sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes depuis 2013 et une cartographie des aides psychosociales et en matière de santé mentale. La Commission se félicite que le Secrétaire général ait invité les pays pouvant bénéficier du mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix du Fonds à porter leurs priorités en matière de consolidation de la paix à l'attention de la Commission, et encourage la poursuite de cette bonne pratique.

#### **E. Règlement intérieur et méthodes de travail de la Commission de consolidation de la paix**

47. La Commission a poursuivi l'examen de son règlement intérieur provisoire et de ses méthodes de travail entamé à sa dixième session en vue de rendre son action plus souple et plus efficace. À cet égard, s'appuyant sur les recommandations figurant à l'annexe de son rapport sur les travaux de sa quatorzième session ([A/75/747-S/2021/139](#)), elle a tenu plusieurs consultations d'experts qui ont abouti à l'élaboration du document annexé au présent rapport.

48. Le Président de la Commission a pris l'habitude de diffuser régulièrement un rapport sur ses activités, dans un esprit d'inclusivité et de transparence, afin de tenir les membres de la Commission informés des actions entreprises aux fins de la réalisation du mandat et des priorités de la Commission.

### **IV. Un programme tourné vers l'avenir**

49. En attendant les demandes de suivi des États membres concernés et la disponibilité des ressources nécessaires au sein du Bureau d'appui à la consolidation de la paix pour répondre à la demande croissante, la Commission devrait appuyer, au cours de sa seizième session, les efforts de consolidation de la paix déployés dans au moins 15 pays ou régions. Ces mesures seront détaillées dans le programme de travail 2022 de la Commission qui, une fois approuvé, pourra être communiqué à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité afin de renforcer la prévisibilité du calendrier de la Commission. La prochaine session offrira à la Commission de nouvelles possibilités de poursuivre l'application des résolutions et engagements relatifs à la consolidation et à la pérennisation de la paix, afin d'accroître l'aide fournie par la Commission aux pays dont elle examine la situation, en continuant notamment à améliorer ses fonctions de conseil, de liaison et de rapprochement. En ce qui concerne son rôle consultatif, la Commission continuera de fournir dans des délais opportuns des avis et des conseils ciblés à l'Assemblée et au Conseil afin d'éclairer systématiquement les délibérations pertinentes des deux organes, en faisant

fond sur les engagements nationaux, régionaux et thématiques de la Commission. En ce qui concerne son rôle de liaison, elle continuera de favoriser une plus grande cohérence au sein du système des Nations Unies, notamment entre l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social. À cet égard, elle poursuivra sa collaboration avec le Conseil économique et social dans les domaines de la consolidation de la paix et du développement. En ce qui concerne sa fonction de rapprochement, elle continuera d'étudier les moyens de favoriser des partenariats plus solides avec les organisations régionales et sous-régionales, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile et le secteur privé, en mettant l'accent sur la cohérence de l'aide fournie aux pays touchés par un conflit. La Commission continuera d'être guidée par l'application de sa stratégie et de son plan d'action relatifs aux questions de genre, ainsi que de son plan d'action stratégique pour la jeunesse et la consolidation de la paix, et à en rendre compte. À cet égard, elle continuera de jouer son rôle de rapprochement et de conseil en offrant une plateforme aux bâtisseuses de la paix et aux représentants de la jeunesse de différents horizons pour leur permettre de partager leurs expériences. Elle prend note des ressources supplémentaires requises pour faire face à la demande croissante d'engagements nationaux et régionaux.

## Annexe

### Travaux de la Commission de consolidation de la paix

On trouvera dans la présente annexe des recommandations concernant des objectifs et résultats considérés comme relevant des bonnes pratiques et pouvant être appliquées de manière informelle. Elles sont assorties d'exemples pertinents et de listes de mesures supplémentaires dont la mise en place pourrait contribuer à accroître l'efficacité et la souplesse de l'action de la Commission. Celle-ci peut prendre ces mesures sans devoir modifier son règlement intérieur provisoire et sans outrepasser le mandat qu'elle tient de ses résolutions fondatrices, à savoir la résolution 60/180 de l'Assemblée générale et la résolution 1645 (2005) du Conseil de sécurité, ainsi que de la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité. L'examen des méthodes de travail de la Commission est un processus continu et ce document informel sera revu périodiquement à l'occasion des rapports annuels de la Commission, afin d'évaluer l'apport des recommandations aux travaux de la Commission.

#### Recommandations

1. **Direction** : la Commission devrait améliorer la continuité de la présidence et de la vice-présidence.

#### Mesures :

I. En application des paragraphes 5 de la résolution 70/262 de l'Assemblée générale et de la résolution 2282 (2016) du Conseil de sécurité, dans lesquelles ces organes ont engagé la Commission à améliorer la continuité de la présidence et de la vice-présidence, et faisant fond sur la pratique établie selon laquelle le Président sortant assure la vice-présidence, assurant ainsi la continuité et l'appui à la direction, la Commission devrait continuer de réfléchir aux moyens de renforcer encore la continuité de la présidence et de la vice-présidence. Aucun arrangement officieux ne devra préjuger de la modification de la composition de la Commission, qui a lieu tous les deux ans et suit le principe de roulement régional de la présidence, comme le prévoit l'annexe I de son règlement intérieur provisoire. La décision de recommander un candidat pour chaque poste reste une prérogative des groupes régionaux, appelant une décision du Comité d'organisation.

II. Dans le cadre de l'organisation et de la tenue de ses réunions, la Commission devrait s'appuyer davantage sur la vice-présidence, en consultation avec la présidence.

2. **Modalités d'action de la Commission** : même si la valeur des travaux accomplis par la Commission, dans toutes ses configurations et lors de réunions, est pleinement reconnue, celle-ci devrait continuer d'envisager des modalités d'action plus souples et variées, dans les limites de son mandat, notamment d'accorder un rôle plus actif au Comité d'organisation.

#### Mesures :

I. La Commission devrait recourir davantage au Comité d'organisation pour tenir des débats sur différents thèmes, pays ou régions, avec l'accord de tous les pays concernés, conformément à ses résolutions fondatrices. À l'occasion des débats régionaux, toute référence à la situation d'un pays se fera avec l'accord de celui-ci, et les membres de la Commission en seront informés.

II. Il faudrait promouvoir une Commission « à géométrie variable », où la nature, la portée et la durée des travaux se décident au cas par cas, avec l'accord

de tous les pays concernés et de ses États membres, pour renforcer son efficacité et sa souplesse, et, selon qu'il convient, promouvoir sa mission d'aide à la mise en œuvre des priorités des gouvernements partenaires en matière de consolidation de la paix.

III. Il faudrait renforcer le rôle fédérateur de la Commission en invitant d'autres partenaires à participer à ses réunions, avec l'accord du pays faisant l'objet d'un examen et des membres de la Commission. Il pourrait s'agir d'États Membres qui ne sont pas membres du Comité d'organisation, de représentants d'entités compétentes du système des Nations Unies, d'institutions financières internationales, d'organisations régionales et sous-régionales, d'organisations de la société civile, notamment d'organisations de jeunes et de femmes, et, s'il y a lieu, de sociétés privées.

3. **Rôle des membres de la Commission** : la composition de la Commission est très diverse, puisqu'elle compte sept membres de l'Assemblée générale, sept membres du Conseil de sécurité, sept membres du Conseil économique et social, cinq membres choisis parmi les 10 principaux pays fournisseurs de contingents et cinq membres choisis parmi les 10 principaux contributeurs financiers. Une participation accrue et plus cohérente de tous les membres de la Commission renforcerait donc son efficacité.

**Mesures :**

I. La Commission devrait tirer meilleur parti des vues des organes qui élisent ou désignent ses membres : outre les intérêts spécifiques des pays, les États Membres élus par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social sont engagés à faire part des vues de ces organes lors des débats de la Commission. Par exemple, les membres pourraient donner des avis sur les méthodes de travail de l'organe qu'ils représentent et mettre l'accent sur des questions thématiques dont ceux-ci débattent, afin de contribuer aux travaux de la Commission et de renforcer les synergies entre celle-ci et l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et les organes subsidiaires compétents, tout en respectant le mandat de chaque organe. Les membres choisis parmi les 10 principaux fournisseurs de contingents et les 10 principaux contributeurs financiers sont également encouragés à renforcer les synergies entre ces deux groupes et la Commission.

II. Les membres devraient rendre compte à l'organe qu'ils représentent des activités de la Commission dans les domaines prioritaires intéressant ses propres travaux et devraient promouvoir la consolidation et la pérennisation de la paix. Ils renforceraient ainsi la visibilité de la Commission et permettraient de mieux faire connaître ses travaux. De même, l'élaboration d'un programme de travail solide (voir la recommandation 4 ci-dessous) et un résumé régulier des résultats obtenus pourraient améliorer la transmission de l'information entre la Commission et l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social.

III. Les membres de la Commission devraient participer activement aux travaux engagés par la présidence et la vice-présidence et leur apporter un appui, tout en évitant le chevauchement des tâches et en renforçant l'idée d'une Commission unique.

IV. La Commission pourrait étudier la possibilité de nommer des coordonnateurs informels pour ses relations avec l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, sur la base d'une rotation régionale, comme elle l'a fait avec le Conseil de sécurité, en s'appuyant sur l'expérience qu'elle a acquise dans ce cadre. Elle pourrait également envisager de nommer des

coordonnateurs informels pour ses relations avec les pays fournisseurs de contingents et les contributeurs financiers.

4. **Programme de travail** : la Commission devrait établir un programme de travail plus solide et à plus long terme, permettant à davantage d'États Membres de participer à ses réunions.

**Mesures :**

I. La Commission devrait adopter un programme de travail annuel fondé sur le projet de programme d'action figurant dans son rapport annuel, dans lequel on retrouverait ses priorités relatives à des pays, régions et thèmes particuliers. Le programme de travail devrait comprendre un calendrier annuel provisoire. À la moitié de chaque mois, le Président ferait circuler le calendrier provisoire pour le mois suivant et recueillerait les avis et suggestions des membres de la Commission. Le cas échéant, des réunions non prévues pourraient y être ajoutées, en prévoyant un délai suffisant pour l'organisation.

II. Le programme de travail devrait être coordonné avec le calendrier des travaux de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, surtout dans le cas d'activités où la Commission peut être amenée à jouer un rôle consultatif, notamment lorsque le Conseil de sécurité lui demande de l'aide pour définir une vision à long terme propice à la pérennisation de la paix lors de la création, de l'examen ou de la réduction du mandat d'une opération de maintien de la paix ou d'une mission politique spéciale (voir [S/PRST/2017/27](#)). Dans cette perspective, la Commission devrait organiser son programme de travail de manière à renforcer son rôle consultatif.

III. Le programme de travail devrait comprendre des échanges plus réguliers entre la Commission et les organisations régionales et sous-régionales.

IV. Le programme de travail devrait inclure des réunions ciblées permettant à différents pays (bénéficiaires du Fonds pour la consolidation de la paix ou ayant fait une demande en ce sens) d'échanger sur leurs plans en matière de consolidation de la paix.

V. La date et le thème de la session annuelle de la Commission devraient être définis longtemps à l'avance pour encourager les États Membres à y dépêcher des représentants basés dans leurs capitales respectives.

VI. Les visites sur le terrain devraient figurer dans le programme de travail et les notes de cadrage y relatives devraient être distribuées au moins une semaine avant la visite.

5. **Rôle de liaison** : dans les résolutions [70/262](#) et [2282 \(2016\)](#), l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont souligné l'importance de la Commission pour ce qui est de promouvoir une approche intégrée, stratégique et cohérente de la consolidation et de la pérennisation de la paix et notamment de faire le lien entre les principaux organes et les entités compétentes des Nations Unies. Ils se sont également dits conscients que le développement, la paix et la sécurité et les droits humains étaient interdépendants et se renforçaient mutuellement.

**Mesures :**

I. La Commission devrait tirer meilleur parti de ses membres pour renforcer ses liens avec l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Conseil économique et social (voir également les mesures 2.I et 2.II), promouvoir la consolidation et la pérennisation de la paix et apporter des réponses efficaces en la matière.

II. La Commission devrait chercher à dialoguer, par l'intermédiaire de son président, avec les Présidents de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social, lorsque cela est nécessaire, et tenir des réunions informelles avec ces organes.

III. Eu égard au rôle consultatif de la Commission auprès du Conseil de sécurité, outre l'action menée à ce jour, lorsqu'elle est invitée à présenter un exposé au Conseil, elle devrait le préparer en adaptant son plan de travail au programme des séances du Conseil sur la question (voir mesure 3.II). À cette fin, elle pourrait tenir des débats thématiques internes sur les questions qui seront débattues au Conseil de sécurité, organiser des visites sur le terrain, notamment, lorsque celui-ci l'y invite, des visites conjointes avec lui afin de faire progresser les perspectives de consolidation de la paix, ou encore tenir des réunions pour engager le dialogue avec les parties prenantes, notamment les institutions financières internationales, les organismes des Nations Unies et les organisations de la société civile. Outre ces exposés officiels, la Commission pourrait fournir des conseils par écrit ou dans le cadre de dialogues interactifs informels, selon le cas.

IV. Par cette préparation poussée et son pouvoir fédérateur unique, la Commission pourrait tenir des échanges soutenus avec le Conseil de sécurité et s'efforcer davantage de lui fournir des avis de fond, à sa demande, par exemple sur les questions touchant les liens entre sécurité et développement. Son rôle consultatif auprès du Conseil est particulièrement apprécié dans le cadre de l'examen des mandats des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales, la Commission étant alors idéalement placée pour fournir au Conseil des orientations claires, réalistes, applicables et utiles en matière de consolidation de la paix, si celui-ci la sollicite. Parallèlement, il conviendrait d'intensifier les échanges réguliers entre la Commission et les autres organes subsidiaires du Conseil.

V. La Commission devrait œuvrer en faveur d'une utilisation cohérente, prévisible et transparente des ressources consacrées aux activités de consolidation de la paix, notamment avec le concours des institutions financières internationales, et en faveur du recours à des instruments financiers novateurs.

VI. La Commission devrait continuer de faire le lien entre les principaux organes et les organismes compétents des Nations Unies, en accordant toute l'attention voulue aux activités sur le terrain.

**6. Synergies entre la Commission et le Fonds pour la consolidation de la paix :** tout en préservant l'indépendance du Fonds pour la consolidation de la paix, il faudrait chercher des moyens de renforcer les synergies entre la Commission et le Fonds et de faire en sorte que les États Membres restent informés des projets en cours du Fonds.

**Mesures :**

I. La Commission devrait entendre des exposés des pays bénéficiant d'un financement du Fonds pour la consolidation de la paix, en particulier lorsqu'il est question de plans des priorités de consolidation de la paix.

II. La Commission devrait inviter le Président et les membres du Groupe consultatif du Fonds pour la consolidation de la paix à ses réunions, s'il y a lieu.

III. Il serait utile que le Bureau d'appui à la consolidation de la paix présente des exposés réguliers sur les activités du Fonds lors des réunions de la



Commission et que des documents du Fonds soient plus souvent distribués à la Commission.

IV. La Commission devrait convoquer une réunion annuelle pour entendre des informations sur les travaux du Fonds et accroître la visibilité de celui-ci.

7. **Préparation, format, tenue et issue des réunions de la Commission** : les réunions de la Commission devraient être préparées longtemps à l'avance, de sorte que les débats soient fructueux et qu'ils donnent lieu à des résultats concrets. Il faut veiller à préserver un équilibre entre la transparence (communication des informations) et la confidentialité des délibérations de la Commission au moment de décider si une réunion doit être publique ou se tenir à huis clos. En accord avec les États Membres, la Commission devrait favoriser la participation de tous à toutes ses réunions, quel qu'en soit le format, afin que le Comité d'organisation soit plus intégré et qu'elle-même apparaisse davantage unifiée. Le Bureau d'appui à la consolidation de la paix devrait continuer de veiller au bon fonctionnement des mécanismes de remontée de l'information au Comité d'organisation concernant l'ensemble des activités de la Commission. Il faudrait veiller à ce qu'il y ait un équilibre entre le temps alloué aux exposés et celui alloué aux interventions de l'assistance, afin de favoriser les discussions interactives.

**Mesures :**

I. La Commission devrait recourir davantage aux réunions d'experts pour débattre des objectifs et des résultats escomptés des réunions d'ambassadeurs, ainsi que de la suite à y donner.

II. Lorsqu'il prépare les réunions de la Commission, le Président devrait faire distribuer un document de réflexion au moins une semaine à l'avance.

III. Lorsqu'il prépare les réunions de la Commission, le Président, après consultation avec les pays concernés, devrait annoncer si les réunions seront publiques ou à huis clos.

IV. Lors de la préparation des réunions de la Commission, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix devrait demander aux intervenants de limiter la durée de leur prise de parole à cinq minutes.

V. Lors des réunions de la Commission, le Président devrait rappeler aux intervenants de limiter la durée de leur prise de parole à entre trois et cinq minutes. Il devrait également encourager les membres de l'assistance à limiter la durée de leur intervention à trois minutes.

VI. Au moment d'inviter des membres de l'assistance à intervenir, le Président, sur les conseils du Secrétaire, devrait donner la priorité aux pays de la région et tenir compte du protocole et de l'ordre chronologique d'inscription.

VII. La Commission devrait envisager d'établir des documents en plus des résumés du Président, afin de mieux faire connaître les résultats de ses réunions. Ces documents pourraient comprendre, selon les cas, des communiqués de presse ou des lettres approuvés au préalable par les membres de la Commission. Afin de renforcer l'adhésion des pays, il faut tenir particulièrement compte, lors de l'examen des documents finaux, de l'avis du pays ou de la région considérés.

VIII. Les documents devant être approuvés par les membres de la Commission devraient leur être distribués suffisamment tôt pour leur permettre de donner un avis et de faire des suggestions.

8. **Visibilité et communication** : il conviendrait de mieux faire connaître les travaux de la Commission et de sensibiliser à la consolidation et la pérennisation de la paix, à l'intérieur et à l'extérieur du système des Nations Unies.

**Mesures :**

I. La Commission devrait rechercher des moyens d'accroître la visibilité de ses réunions publiques, en particulier des événements de haut niveau tels que sa session annuelle, afin d'attirer davantage l'attention des médias. Elle pourrait, par exemple, envisager de publier des communiqués de presse à l'issue de tels événements, selon qu'il convient.

II. La Commission devrait rechercher des moyens de renforcer ses activités de communication sur Internet et sur les médias sociaux, en ce qui concerne ses réunions et visites dans les pays.

---